

Le monde au chevet de l'océan à Lisbonne

La conférence de l'Onu sur les océans ouvre aujourd'hui. Elle inaugure la décennie des Nations unies pour les sciences océaniques au service du développement durable.

Adopté en 2015, l'Agenda 2030 des Nations unies, avec ses objectifs de développement durable (ODD), est mal engagé. La conférence mondiale sur les océans qui s'ouvre ce lundi à Lisbonne (Portugal) ne pourra que le constater et appeler les États à en faire plus, et plus vite, pour respecter l'ODD n° 14 : « **Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines.** »

« **Au moins un tiers des stocks de poissons sauvages sont trop pêchés et moins de 10 % de l'océan est aujourd'hui protégé** », dénonce, par exemple, Kathryn Mathews, directrice scientifique de l'ONG américaine Oceana, rappelant que près de 35 milliards de dollars de subventions étatiques soutiennent encore des activités de pêche illégales ou non durables. L'ODD14 prévoyait



Plongée exploratoire sur des récifs dans le cadre d'une mission scientifique en Croatie. (PHOTO : MAXPPP)

d'interdire de telles subventions en 2020. Elles viennent de l'être le 17 juin à l'Organisation mondiale du com-

merce... Mais pour effet en 2024 seulement.

Objectif 30/30

Outre la pêche, l'acidification de l'océan, due à l'excès de CO₂ dans l'atmosphère, et son asphyxie progressive déciment la biodiversité. À commencer par les récifs coralliens qui en sont le principal support. « **Nous n'avons encore qu'une petite idée de l'ampleur de la dévastation provoquée par le changement climatique sur la santé des océans** », assure Charlotte de Fontaubert, principale experte de l'économie bleue à la Banque mondiale. Le consensus est total en revanche sur le fait que la lutte contre le réchauffement climatique est vouée à l'échec si les océans perdent leur capacité à absorber le CO₂.

L'ODD14 prévoyait aussi de « **prévenir et réduire nettement les pollutions marines de tous types, en particulier celles résultant des activités terrestres** », d'ici à 2025. Mais en 2022, le cap n'est toujours pas pris, notamment en ce qui concerne les plastiques pour lesquels on s'attend à des quantités encore plus importantes dans les années à venir.

Alors, même si la réunion de Lisbonne n'a pas vocation à être une séance de négociations formelles, des engagements plus fermes sont attendus de la part des chefs d'État et des ministres présents – dont Justine Bénin, la secrétaire d'État française à la Mer. Décider de protéger fortement 30 % de l'océan d'ici à 2030 serait un signe encourageant aux yeux de nombreuses ONG.

S. G.

en
dét
en
l'an
mo
à l'
ges
des
mê
U
en
re,
ten
D'a
Gu
tair
P
que
raic
ass
mo
Le